Datum: 15.06.2017

24 heures

Hauptausgabe

24 Heures Lausanne
1001 Lausanne
021/ 349 44 44
www.24heures.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 27'798
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Seite: 11
Fläche: 19'948 mm²

Auftrag: 1095889
Themen-Nr.: 999.201

Referenz: 65695775
Ausschnitt Seite: 1/1

4 questions à...

Beat Vonlanthen Conseiller aux Etats (PDC/FR)

«En quittant Erasmus, la Suisse risque l'autogoal»

Formation Berne renonce pour le moment au programme européen d'échange d'étudiants. Inquiétude sous la Coupole

La Suisse exclue du programme. Cette mesure de rétorsion prise par l'UE au lendemain du oui à l'initiative UDC «Contre l'immigration de masse» avait suscité un tollé dans le pays, notamment dans le milieu universitaire. Trois ans plus tard, alors que les relations sont apaisées, c'est Berne qui décide de suspendre sa participation pour les années 2018-2020.

Regrettez-vous la décision de suspendre Erasmus?
Oui, beaucoup. Cette décision est contraire à la politique que le Conseil fédéral a défendue jusqu'ici. Le gouvernement a toujours souligné vouloir mettre la priorité sur la question des échanges internationaux et de la mobilité des jeunes en formation. En ce sens, cette décision est incompréhensible. Elle va poser problème aux hautes écoles et à leurs étudiants.

N'y a-t-il pas un problème de crédibilité du Conseil fédéral sur ce dossier?
Je partage cet avis. Le Conseil fédéral a très tôt affirmé qu'il fallait absolument trouver des solutions pour les programmes de recherche et de formation gelés à la suite du vote du 9 février. Je constate qu'il a surtout travaillé en faveur d'Horizon 2020, laissant de côté la participation pleine et entière à Erasmus+. Aujourd'hui, il affirme qu'il est trop tard pour agir. Mais ce qui est plus inquiétant encore, c'est qu'il laisse planer le doute sur une réintégration en 2021. Ce manque d'approche volontariste me gêne.

Vos inquiétudes sont-elles partagées par les milieux académiques?
La Conférence des recteurs des universités a très clairement manifesté son mécontentement. Quant aux jeunes qui viennent de lancer une pétition, c'est évident aussi qu'ils désapprouvent ce choix. Tous revendiquent une participation pleine et entière au plus vite.

Faut-il que la Suisse réintègre le programme en 2021?
C'est indispensable, et je le dirai à Johann Schneider-Ammann, qui est responsable de ce dossier. Je pars aussi du principe que la commission compétente du parlement mandate le Conseil fédéral en ce sens. Il faut aller de l'avant et préparer cette collaboration pour 2021. Les seules questions financières ne peuvent pas être mises au centre de la discussion. Si on veut donner une priorité à la formation et aux échanges internationaux d'étudiants, il faut avoir le courage de s'en donner les moyens. **Florent Quiquerez**

ARGUS DATA INSIGHTS® WISSEN ZUM ERFOLG
ARGUS DATA INSIGHTS® Schweiz AG | Rüdigerstrasse 15, Postfach, 8027 Zürich
T +41 44 388 82 00 | E mail@argusdatainsights.ch | www.argusdatainsights.ch